

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES



Direction du Patrimoine et de l'Immobilier
Département des contrats immobiliers

MARCHE PUBLIC DE SERVICES D'ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES ET CONTRAT COLLECTIF DE RESPONSABILITE DECENNALE

Date et heure limites de réception des offres :
Le vendredi 29 Janvier 2020 à 16h00

Règlement de consultation

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1- OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.3 - NOMENCLATURES.....	4
1.4 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
1.5 - CONDITIONS PARTICULIERES D’EXECUTION	4
1.6 – INTERVENANTS.....	5
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	16
2.1 – LOTS ET TRANCHES OPTIONNELLES.....	16
2.1.1- <i>La décomposition en lots</i>	16
2.1.2 – <i>Tranches optionnelles</i>	16
2.2 – DUREE DES TRAVAUX.....	16
2.3 – DUREE DU MARCHE.....	17
2.4 – CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS.....	17
ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	17
LE DOSSIER DE CONSULTATION DU PRESENT MARCHE CONTIENT LES PIECES SUIVANTES :	17
1. DE PIECES ADMINISTRATIVES	17
2. DE PIECES TECHNIQUES	18
ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	19
4.1 PIECES DE LA CANDIDATURE.....	20
4.2 PIECES DE L’OFFRE	21
ARTICLE 5 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	22
ARTICLE 6 – MODALITE DE REMISE DES OFFRES	23
6.1 DEMATERIALISATION DES MARCHES PUBLICS	23
6.2 ENVOI DEMATERIALISE.....	24
6.3 TRANSMISSION D’UNE COPIE DE SAUVEGARDE.....	25
ARTICLE 7– MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	26
ARTICLE 8 - ASSURANCES ET FRAIS DE TRANSPORT	26
ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE	27
ARTICLE 10 - DIFFÉRENDS.....	27
ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	27
11.1- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	27
11.2 VISITE DE SITE	27

ARTICLE 1 - OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1- Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la souscription d'un contrat d'assurance Dommage-Ouvrages et d'un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) dans le cadre de la construction du Studium de l'Université de Strasbourg ainsi que dans le cadre de la réhabilitation et l'extension de la Manufacture des Tabacs de Strasbourg : Pôle G2EI.

Les caractéristiques principales des projets à assurer sont les suivantes :

STUDIUM :

Il s'agit d'un bâtiment regroupant un ensemble de services aux étudiants et de bibliothèques afin de créer un grand pôle d'information et de documentation centralisé. Ce projet implique d'une part une vision à long terme des mutations liées aux avancées numériques sur les modes d'apprentissage et d'enseignement et d'autre part une réponse fonctionnelle au regroupement de services et de bibliothèques, actuellement dispersés sur le campus.

La surface de plancher est de 9 600 m².

Le bâtiment sera classé ERP (Etablissement Recevant du Public) en ce qui concerne les services aux étudiants et les ressources documentaires et l'effectif prévu est d'environ 1000 personnes. La nouvelle construction devra répondre à la RT 2012.

Lieu d'exécution : 2, Rue Blaise Pascal, Campus Universitaire de l'Esplanade, 67000 STRASBOURG.

Manufacture des Tabacs de Strasbourg et d'extension du pôle G2EI:

Initié dans le cadre de l'Opération Campus de Strasbourg par l'Université de Strasbourg (UNISTRA maître d'ouvrage), le pôle G2EI créé regroupera l'Ecole Nationale de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEES), l'Ecole et Observatoire des Sciences de la Terre (EOST) et un pôle de recherche regroupant plusieurs laboratoires. L'enjeu du projet global G2EI (Géosciences, Eau et Environnement, Ingénierie) est de renforcer la qualité et la lisibilité des enseignements des formations d'ingénieurs ainsi que la force de recherche fondamentale et appliquée dans ces domaines scientifiques.

L'objectif est d'accueillir à terme un peu plus de mille étudiants, cent-trente chercheurs et une cinquantaine de personnels administratifs dans des locaux adaptés totalisant environ 9650 m² SDO.

La surface de plancher de 9 650 m².

Lieu(x) d'exécution : 7, rue de la Krutenau, 67000 STRASBOURG

Réalisation de prestations similaires :

En application de l'article R.2122-7 du code de la Commande Publique, des services complémentaires ou ayant pour objet des prestations similaires à celles faisant l'objet du présent marché pourront être passés avec le titulaire, sous la forme de marchés passés selon les procédures adaptées sans publicité ni mise en concurrence.

1.2 - Etendue de la consultation

Le présent marché est un **appel d'offres ouvert** passé en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 du Code de la commande publique.

Le marché comprend deux lots. Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs ou l'ensemble des lots. Chaque lot comprend une tranche optionnelle. Les détails de la décomposition figurent à l'article 2.1 du présent règlement de consultation

1.3 - Nomenclatures

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), par lot sont :

DESIGNATION	CPV
Services d'assurances dommages ou pertes	66515000-3
Services d'assurances	66510000-8

La ou les classifications de la nomenclature de l'Université de Strasbourg sont les suivantes :

Codes	Nomenclature UDS
EA.24	Autres assurances

1.4 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **150 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

1.5 - Conditions particulières d'exécution

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article R2113-7 du Code de la Commande publique.

1.6 – Intervenants

1.6.1 – Intervenants du lot 1 « Service d'assurance relatif construction du Studium de l'Université de Strasbourg »

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

<u>Mandataire :</u> <u>Architecte</u>	Jean Pierre LOTT 31 rue coquillère 75001 Paris 01 44 88 94 95 01 44 88 94 96 info@jplott.fr
<u>Co-traitants</u>	SERUE 4 Rue de Vienne BP 70008 67013 STRASBOURG CEDEX
	ACOUSTB 24 Rue Joseph Fourier 38400 SAINT MARTIN FOURIER
	OASIIS 391 avenue de Jouques ZI Les Paluds- CS 71120 13782 AUBAGNE CEDEX
	CL DESIGN 16 Esplanade Nathalie Sarraute Halle Pajol 75018 PARIS

Les missions d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier sont assurées par :

OTE INGENIERIE
1 rue de la Lisière BP 40110 67403 ILLKIRCH Cedex Tél : 03 88 67 55 55 ; ote.direction@ote.fr

Les missions de contrôle technique sont assurées par :

BUREAU VERITAS
4, rue du Parc – OBERHAUSBERGEN 67088 STRASBOURG Cedex 2 Tél : 03 88 56 84 84 Fax : 03 88 56 84 56 courriel : serviceclient.strasbourg@fr.bureauveritas.com

La mission de sécurité et protection de la santé des travailleurs est assurée par :

BUREAU VERITAS
4, rue du Parc – OBERHAUSBERGEN 67088 STRASBOURG Cedex 2 Tél : 03 88 56 84 84 Fax : 03 88 56 84 56 courriel : serviceclient.strasbourg@fr.bureauveritas.com

La réalisation des travaux est assurée par :

Lot	Désignation	Titulaire
01	Désamiantage - déconstruction	<u>CARDEM</u> 7 rue de l'Uranium BP 58 67 802 Bischheim Cedex Tél : 03 88 83 44 10 Fax : 03 88 83 17 45 cardem-strasbourg@cardem.fr
02	VRD	<u>COLAS EST</u> 47A RUE DE L'ILE DES PECHEURS BP 10014 67541 OSTWALD Tél : 03 88 45 30 00 Fax : 03 88 45 30 01 strasbourg@colas-ne.com
03	Gros-oeuvre	<u>MADER SA</u> 7 RUE DE LA PLAINE BP 69 68500 GUEBWILLER Tél : 03 89 74 93 10 Fax : 03 89 76 90 70 direction@mader-sa.fr efrickert@mader-sa.fr
04	Ossatures bois	<u>SARL CHARPENTES MOOG</u> 10 RUE AMPERE 67720 HOERDT Tél : 03 88 20 24 18 Fax : 03 88 33 98 37 contact@charpentesmoog.fr jeremie.moog@charpentesmoog.fr sarah.leger@charpentesmoog.fr
05	Electricité	<u>EIFPAGE ENERGIE ALSACE FRANCHE COMTE</u> 1 RUE PIERRE ET MARIE CURIE 67540 OSTWALD Tél : 03 88 55 54 55 Fax : 03 88 55 50 08 contact.strasbourg.energie@eiffage.com
06	Chauffage - ventilation	<u>ENGIE AXIMA</u> AGENCE DE STRASBOURG AXIMA INSTALLATION REGIONS 6 RUE DE L'ATOME - BP 9 67801 BISCHHEIM CEDEX Tél : 03 88 18 65 50 Fax : 03 88 18 65 55

Lot	Désignation	Titulaire
		elisabeth.strohl@engie.com arnaud.leclerc@engie.com
07	Sanitaire	<u>ENERGIE ET TECHNIQUE</u> ZA DU CANAL 5 RUE DU TABAC 67270 HOCHFELDEN Tél : 03 88 01 06 80 Fax : 03 88 03 29 38 info@energie-technique.fr arnaud.capelle@energie-technique.fr
08	Etanchéité membrane - zinguerie	<u>GASMI TOITURES</u> 4 RUE D'OBERNAI 68180 HORBOURG-WIHR Tél : 03 89 23 22 24 Fax : 03 89 23 60 67 gasmi.toitures@wanadoo.fr
09	Echafaudage	<u>FACADE DU RHIN SARL</u> 1 AVENUE DU CIMETIERE 67200 STRASBOURG Tél : 03 88 29 94 84 Fax : 09 83 99 94 84 contact@facadedurhin.fr
10	Isolation thermique extérieure - Peinture extérieure	<u>CREPI STYLE</u> 95 RUE DU FOULON 67500 HAGUENAU Tél : 03 88 09 95 15 Fax : 09 57 63 56 34 crepistyle@hotmail.fr
11	Menuiseries extérieures aluminium	<u>SOFRADI</u> 14 AVENUE DESCARTES PA DE RAGON 44119 TREILLIERES Tél : 02 28 01 22 30 Fax : 02 28 01 22 35 info@sofradi.fr
12	Coursives métalliques	<u>SAS CHARPENTES SAINT CLAIR</u> 7 BIS ROUTE DU PEAGE 38370 SAINT CLAIR DU RHONE Tél : 04 74 56 56 30 Fax : 04 74 56 56 31 csc@charpentes-saint-clair.fr
13	Plâtrerie – faux-plafonds	<u>STAM ACOUSTIQUE</u> ZA DE LA VOGELAU 16 RUE DES SARCELLES 67300 SCHILTIGHEIM Tél : 03 90 22 22 22

Lot	Désignation	Titulaire
		Fax : 03 90 22 22 23 contact@stam-acoustique.fr
14	Menuiseries intérieures	SAS PERRIN 14 RUE EIFFEL ZONE INDUSTRIELLE 25300 PONTARLIER Tél : 03 81 39 28 86 Fax : 03 81 46 84 56 p.bernard@perrin-sas.com
15	Serrurerie	SMF ZA – RUE LAVOISIER 57690 CREHANGE Tél : 03 87 91 49 40 Fax : 03 87 91 53 36 general@smfserrurerie.fr
16	Chapes – béton ciré	GUINAMIC GSC ZA – 4 RUE DE L'ARTISANAT 67440 SINGRIST Tél : 03 88 70 83 60 Fax : 03 88 70 69 02 info@guinamic-gsc.com renckel@guinamic-gsc.com
17	Sols souples	SARL FRIEDRICH 219C RUE DE DUTTLENHEIM 67870 GRIESHEIM PRES MOLSHEIM Tél : 03 88 38 54 22 Fax : 03 88 49 88 77 friedrich.sarl@orange.fr
18	Carrelage	KAPAR Parc d'activités 9 RUE DES TUILERIES 67460 SOUFFELWEYERSHEIM Tél : 03 88 83 14 14 Fax : 03 88 83 56 57 carrelage.kapar@free.fr
19	Peinture intérieure	LES PEINTURES REUNIES 3 RUE DE DESAIX 67450 MUNDOLSHEIM Tél : 03 88 20 15 22 Fax : 03 88 33 90 50 mundolsheim@lespeinturesreunies67.com
20	Ascenseurs	THYSSENKRUPP ASCENSEURS 6 RUE DE L'ELECTRICITE BP 49 67802 HOENHEIM CEDEX Tél : 03 88 18 65 31

Lot	Désignation	Titulaire
		Fax : 03 88 62 17 50 nathalie.mathe@thyssenkrupp.com centreni-strasbourg@thyssenkrupp.com
21	Mobilier intérieur	SAS HUNSINGER 13-15 RUE DES MENUISIERS 67290 WEISLINGEN Tel : 03 88 01 55 12 Fax : 03 88 01 50 54 contact@hunsinger.fr
22	Mobilier de bibliothèque	IDM 19 RUE DE LA NOUE BRAS DE FER BP 76324 44263 NANTES CEDEX Tél : 02.40.47.01.47 contact@idmdesign.fr
23	Rayonnages mobiles de stockage de livres	BRUYNZEEL RANGEMENT PARC DES FORGES 13 RUE JACOBI NETTER 67200 STRASBOURG Tel : 03 88 26 96 00 Fax : 03 88 26 96 01 jean-michel.hatzenberger@bruynzeel.fr
24	Nettoyage de finition	ACM NETTOYAGE Agence de Strasbourg 21 RUE DE CHERBOUG 67000 STRASBOURG Tél : 07 70 86 68 39 nadiachiquer.acm@orange.fr acmnettoyage@orange.fr
25	Signalétique	ADZO SAS PARC DU GRAND LYON NORD 3 RUE DU GRAND LYON 01700 NEYRON Tél : 04 78 75 00 55 Fax : 04 78 75 09 08 info@adzo.fr
26	Test étanchéité à l'air	BUREAU VERITAS EXPLOITATION 4 RUE DU PARC OBERHAUSBERGEN 67088 STRASBOURG CEDEX 2 Tél : 03 88 56 84 84 Fax : 03 88 56 84 41 Fax : 03 88 56 84 81 nicolas.arbeit@fr.bureauveritas.com christelle.willaume@fr.bureauveritas.com serviceclientgrandest@fr.bureauveritas.com

1.6.2 – Intervenants du lot 2 « Service d'assurance relatif de la réhabilitation et l'extension de la Manufacture des Tabacs de Strasbourg : Pôle G2EI »

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

<u>Mandataire : Architecte</u>	VURPAS ARCHITECTES 31 Rue Saint-Georges 69005 LYON Tél : 04 72 40 95 55 Fax : 04 78 42 23 39 agence@vurpas-architectes.com
<u>Co-traitants</u>	AIA 15 Rue Olympe de Gouges 44800 SAINT HEBLAIN
	AIA ENVIRONNEMENT 15 Rue Olympe de Gouges 44800 SAINT HEBLAIN
	EUROPE ACOUSTIQUE INGENIERIE Bâtiment K 22 Rue Ludovic Bonin 69200 VENISSIEUX
	ATELIER DES FANTASQUES 57 Rue Saint Michel 69007 LYON

Les missions d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier sont assurées par :

C2BI
20 avenue du Neuhof BP 90045 67020 STRASBOURG CEDEX1 Tél: 03 88 43 04 81 c2bi@c2bi.fr

Les missions de contrôle technique assurées par :

BUREAU VERITAS
4, rue du Parc – OBERHAUSBERGEN 67088 STRASBOURG Cedex 2 Tél : 03 88 56 84 84 Fax : 03 88 56 84 56 courriel : serviceclient.strasbourg@fr.bureauveritas.com

La mission de sécurité et protection de la santé des travailleurs est assurée par :

BUREAU VERITAS Construction
4, rue du Parc – OBERHAUSBERGEN 67088 STRASBOURG Cedex 2 Tél : 03 88 56 87 80 Fax : 03 88 56 84 56 courriel : serviceclient.strasbourg@fr.bureauveritas.com

La réalisation des travaux est assurée par :

Lot	Désignation	Titulaire
01	Désamiantage	HANAU 34 route de Neuwiller 67330 BOUXWILLER Tél : 03 88 02 06 74 Fax : 03 88 02 09 23 contact@hanau-dd.eu
02	Démolitions intérieures – Curage - Déplombage	CARDEM SAS 7 RUE DE L'URANIUM BP 58 67802 BISCHHEIM CEDEX Tél : 03 88 83 44 10 Fax : 03 88 83 17 45 cardem-strasbourg@eurovia.com
03	Fondations par micropieux	ROC AMENAGEMENT SAS 4 rue des Pinsons ZA des Butiques

		25210 LE RUSSEY Tél : 09 71 16 20 02 contact@roc-amenagement.fr
04	Gros œuvre – Maçonnerie bâtiment ancien	CBA ZAC DU SURY 2 RUE DE LA FORET 67550 VENDENHEIM Tél : 03 88 18 21 46 Fax : 03 88 18 21 47 accueil@cbaconcept.com
05	Terrassement - Gros œuvre bâtiment neuf - VRD	SOTRAVEST Route de Zinswiller 67110 OBERBRONN sotravest@sotravest.fr Tél : 03 88 80 85 60 Fax : 03 88 80 85 79
06	Charpente bois - Couverture tuiles	BEYER COUVERTURE SAS 53 RUE DE LA DIVISION LECLERC 67170 BRUMATH Tél : 03 88 59 30 20 Fax : 03 88 59 95 15
07	Rénovation des façades patrimoniales	DECOPEINT 2 RUE MATHIS 67840 KILSTETT Tél : 03.88.18.66.55 Fax : 03.88.81.46.88 info@decopeint.fr
08	Étanchéité	SCHOENENBERGER SA 11 rue d'Altkirch 68027 COLMAR CEDEX Tél : 03.89.79.19.21 Fax : 03.89.79.23.26 info@schoenenberger.fr
09	Menuiserie extérieure aluminium	Metal Design Industries Etablissement : 8 rue Jean-Marie Lehn 67560 Rosheim Tel : 03 90 00 25 47 Mob :06 17 37 50 94 g.absin@metal-design-industries.com
10	Menuiserie extérieure métallique	ETS LAUGEL ET RENOARD 5 rue des Déportés 88100 SAINTE MARGUERITE Tél : 03 29 51 63 03 Fax : 03 29 55 24 70 dm@laugel88.fr
11	Métallerie	ETS LAUGEL ET RENOARD 5 RUE DES DEPORTES 88100 SAINTE-MARGUERITE

		Tél : 0329516300 Fax : 0329552470 E-mail : accueil@laugel88.fr
12	Menuiserie extérieure bois	VOB SAS 1 RUE DE L'INDUSTRIE 67560 ROSHEIM Tél : 03 88 50 74 03 Fax : 03 88 50 74 03 vobinfo@vob.fr
13	Ossature bois des mezzanines	ARKEDIA 1 chemin du Heilgass ZA de Turckheim 68230 TURCKHEIM Tel : 03.89.27.92.60 Fax : 03.89.27.12.55 contact@arkedia.fr
14	Menuiserie intérieure bois	STUTZMANN AGENCEMENT SAS 14 rue d'Asswiller 67320 DURSTEL Tél : 03 88 01 72 59 Fax: 03 88 01 76 55 info@stutzmann-agencement.fr
15	Plâtrerie	BUECHER et FILS SARL 2A rue Clément Ader 68127 STE CROIX EN PLAINE Tél : 03 89 22 27 37 Fax : 03 89 22 01 91 secretariat@buecher.fr
16	Peinture	HITTIER ET FILS 5 rue de la Sablière B.P. 90335 Schweighouse Sur Moder 67507 HAGUENAU CEDEX Tél. 03 88 54 08 08 Fax : 03 88 54 04 04 contact@hittier.fr
17	Faux plafond	STAM ACOUSTIQUE 16, rue des Sarcelles 67300 SCHILTIGHEIM Tél : 03.90.22.22.22 Fax : 03.90.22.22.23 contact@stam-acoustique.fr
18	Revêtement de sol souple	EURL JUNGER FILS 17 rue des Païens 67720 HOERDT Tél : 03.88.51.77.55 Fax : 03.88.51.77.55 info@junger-sols.fr

19	Carrelage – Faïence	<u>CDRE</u> 12 rue Frédéric Chopin BP 80158 GEISPOLSHEIM GARE 67404 ILLKIRCH CEDEX Tél : 03 88 66 73 93 Fax : 03 88 66 09 57 cdre@cdre.fr
20	Ascenseurs	<u>FELLER INDUSTRIES</u> 2, rue de l'industrie 68360 SOULTZ Tel : 03 89 7 4 82 10 Fax : 03 89 83 00 20 info@feller-industries.fr
21	Electricité Courants Forts et courants faibles	<u>ELECTRICITE VINCENTZ NORD ALSACE Srl</u> 12 Rue de la Batterie 67118 GEISPOLSHEIM Tél : 03.88.55.74.24 Fax : 03.88.78.24.25 nord-alsace@vincentz.fr
22	Chauffage - Ventilation – Plomberie – Gaz spéciaux	<u>SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE</u> 2 route de Lingolsheim Geispolsheim Gare – BP 70300 67411 ILLKIRCH Cedex Tél : 03 87 79 64 60 Fax : 03 87 35 66 45 thierry.ruggeri@spie.com
23	Mobilier universitaire	<u>MOBIDECOR</u> 26 AVENUE DE SAINT-MARCELLIN 42160 BONSON Tél : 04.77.36.11.11 contact@mobidecor.fr
24	Mobilier de laboratoire	<u>MATERLABO</u> ZI le Recou 69520 GRIGNY Tél : 04.72.72.04.19 Fax : 04.78.69.37.68 contact@materlabo.fr
25	Signalétique	Consultation ultérieure

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 – Lots et tranches optionnelles

2.1.1- La décomposition en lots

La consultation est décomposée en deux lots :

Lot n°	Désignation
01	Service d'assurance relatif à la construction du Studium de l'Université de Strasbourg (Domage-ouvrage et CCRD)
02	Service d'assurance relatif de la réhabilitation et l'extension de la Manufacture des Tabacs de Strasbourg : Pôle G2EI (Domage-ouvrage et CCRD)

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs ou l'ensemble des lots.

2.1.2 – Tranches optionnelles

Les prestations comprennent des tranches optionnelles, pour la garantie de bon fonctionnement, sur les lots suivants :

Lot	Tranche	Objet
01	Tranche optionnelle 1	Garantie de bon fonctionnement (STUDIUM)
02	Tranche optionnelle 2	Garantie de bon fonctionnement (MANUFACTURE)

Les délais limites de notification des ordres de service prescrivant de commencer des prestations des tranches optionnelles sont indiqués dans le tableau ci-après, **à dater de la réception du plus tardif des marchés de travaux du lot concerné par la tranche optionnelle :**

Lot n°	Numéro et Intitulé de la tranche optionnelle	Délai d'affermissement
01	Tranche optionnelle 1 : Garantie de bon fonctionnement (STUDIUM)	24 mois
02	Tranche optionnelle 2 : Garantie de bon fonctionnement (MANUFACTURE)	24 mois

Aucune variante n'est imposée ou autorisée par le pouvoir adjudicateur.

2.2 – Durée des travaux

Lot 01 : A titre indicatif, les marchés de travaux ont été notifiés en décembre 2017, pour une durée prévisionnelle de 42 mois hors période de préparation. Cette durée n'inclut pas la période de garantie de parfait achèvement.

Lot 02 : A titre indicatif, les marchés de travaux ont été notifiés en octobre 2018, pour une durée prévisionnelle de 25 mois hors période de préparation. Cette durée n'inclut pas la période de garantie de parfait achèvement.

2.3 – Durée du marché

Le marché est conclu pour 10 ans à compter de la réception du plus tardif des marchés de travaux pour l'assurance dommage ouvrage et le contrat collectif de responsabilité décennale.

Pour la Garantie de bon fonctionnement, en cas d'affermissement de la tranche optionnelle concernée, le marché est conclu pour 2 ans à compter de la réception du plus tardif des marchés de travaux.

2.4 – Conditions de participation des concurrents

Cette consultation s'adresse aux Compagnies d'Assurance, soit de façon directe, soit par l'intermédiaire d'Agents Généraux, de Courtiers ou de Sociétés de Courtage.

Groupement (coassurance) conjoint formé dès la demande de participation avec comme objectif la couverture à 100% de chaque risque au jour du dépôt de l'offre.

Chaque membre du groupement sera tenu de signer les documents du marché, à moins qu'un mandataire commun muni d'un pouvoir n'ait été désigné.

Un assureur ne peut se faire représenter par plusieurs intermédiaires.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un **groupement conjoint avec mandataire solidaire**. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

1. De pièces administratives

- Le présent Règlement de Consultation
- L'Acte d'Engagement et ses annexes à compléter de chaque lot :
 - Annexe n°1 : Mandat de la compagnie au courtier
 - Annexe n°2 : la déclaration de sous-traitance ;
 - Annexe n°3 : la répartition des missions entre cotraitants ;
- Le Cahier de Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.);
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de chaque lot ;
- Le Cadre de mémoire technique;

2. De pièces techniques (disponibles au 21/12/2020)

Pour le lot 01 relatif à la construction du Studium de l'Université de Strasbourg

- Dossier de consultation des marchés de travaux (AE, CCAP, CCTP, DPGF, OS, plans architectes) ;
- Avenants aux marchés de travaux (pour les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 10, 11, 12, 13 et 20)
- Marché similaire pour le lot 1, (AE, CCAP, DPGF) ;
- Déclarations de sous traitance pour les lots 1, 3, 5, 6, 7, 9, 11, 12, 13, 16, 20 et 23 ;
- Marché d'assistance à la maîtrise d'ouvrage (AE) ;
- Marché de contrôle technique (AE, CCAP, CCTP) ;
- Marché de coordination SPS (AE, CCAP, CCTP) et son marché similaire;
- Marché de maîtrise d'œuvre (AE, CCAP, CCTP) et son avenant ;
- Marché de l'OPC (AE, CCAP, CCTP) ;
- Marché de prestations de relevés topographiques (AE, CCTP) ;
- Marché de prestations géotechniques (AE, CCTP, DPGF, OS) ;
- Calendriers notifiés ;
- Rapport initial du bureau de contrôle ;
- Rapport de sol ;
- Arrêté accordant le Permis de construire ;
- Programme technique détaillé.

• Pour le lot 02 relatif à la réhabilitation et l'extension de la Manufacture des Tabacs de Strasbourg : Pôle G2EI.

- Dossier de consultation des marchés de travaux (AE, CCAP, CCTP, DPGF et plans architectes) ;
- Avenants aux marchés de travaux (pour les lots 1, 2, 4, 6, 7, 16 et 20) ;
- Déclarations de sous traitance pour les lots 2, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 13, 14 et 22) ;
- Marché de contrôle technique (AE) et son avenant ;
- Marché de coordination SPS (AE) et son avenant ;
- Marché de maîtrise d'œuvre (AE, CCAP) et ses avenants ;
- Marchés de prestations géotechniques (AE, DPGF, OS) et les avenants ;
- Marché de prestations de sondage de structure (AE, CCAP, CCTP, DPGF) et son avenant ;
- Calendrier notifié ;
- Rapport initial du bureau de contrôle ;
- Rapport de sol ;
- Arrêté accordant le Permis de construire ;
- Programme technique détaillé.

Les pièces techniques sont fournies à titre confidentiel et sont uniquement destinées aux candidats du marché d'assurance. Elles ne peuvent être communiquées sans autorisation de l'Université de Strasbourg.

IMPORTANT : Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les documents de la consultation y sont dorénavant librement accessibles, sans identification obligatoire des opérateurs économiques. Néanmoins, il vous est fortement conseillé de procéder à votre identification car celle-ci vous permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique (CD-ROM, clé USB) n'est autorisée.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. **Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres (Soit le 19/01/2021).** Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les candidats pourront utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr> . A défaut de transmission de ces formulaires, les éléments indiqués ci-dessous devront être apportés par le candidat : Documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R.2143-3 et R.2143-8 du code de la Commande Publique.

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la Commande Publique, l'Université de Strasbourg accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place des documents mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-8 du Code de la Commande Publique.

Le document unique de marché européen devra obligatoirement être rédigé en français.

4.1 Pièces de la candidature

Afin de faciliter les éventuels échanges, les candidats rempliront la fiche d'identification du candidat (document UNISTRA joint au DCE).

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R.2143-3 du code de la Commande Publique.:

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
- Copie du/des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Tout document (extrait K-bis ou autre) permettant de s'assurer que le signataire des différentes pièces du marché est habilité à engager sa société, ou bien tout document attestant qu'il a reçu, à cet effet, délégation par une personne ayant pouvoir d'engager juridiquement la société candidate.

Remarque : le Code des marchés publics, l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, et le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sont tous abrogés à partir du 1^{er} avril 2019 et remplacés par le Code de la commande publique.

Par conséquent, l'attestation sur l'honneur des candidats devra impérativement être mise à jour (anciennement article 43 et 44 du Code des marchés publics et articles 45 et 48 de l'ordonnance), et viser les articles du Code de la commande publique en vigueur.

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2142-6 et suivants du code de la Commande Publique:

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- L'attestation d'assurance et de caution financière conforme au Code des assurances, pour les seuls agents et courtiers ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R.2142-15 et suivants du code de la Commande publique:

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximal de 10 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Par ailleurs dans l'objectif d'allégement des délais de procédure, il est conseillé de joindre les déclarations fiscales et sociales (ex : liasse 3666 et la déclaration URSSAF), ainsi que les pièces mentionnées aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail. Toutefois, en cas d'impossibilité, l'absence de ces documents n'entraînera ni rejet, ni pénalités.

4.2 Pièces de l'offre

Un projet de marché comprenant

- **L'acte d'engagement (A.E.) (un par lot) :**
 - son annexe n°1 relative au mandat de la compagnie au courtier
 - son annexe n°2 relative à la présentation d'un sous-traitant ou Acte spécial à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat
 - et l'annexe n°3 concernant la répartition des missions entre cotraitants, complétés, signés par une personne habilitée ou, en cas de groupement, par le mandataire désigné dans la lettre de candidature modèle DC1 (un acte d'engagement par lot) ;
- **Le mémoire technique**, justifiant des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché (**un mémoire technique par lot**) ;
- **La fourniture des autres documents formant la police** (conditions générales, conventions spéciales, annexes...) ;
- L'indication des éventuelles réserves aux clauses du cahier des charges dans une annexe.

Présentation des réserves, amendements, observations, variantes :

- Les réserves, amendements ou observations doivent être clairement visibles et détectables et regroupées dans une annexe.
- Toute modification ou annotation doit faire l'objet d'une annexe claire, explicite ou exhaustive. Les corrections ne sont prises en compte que si une annexe le précise. Il sera utilisé des caractères gras et apparents, des encadrés ou toute autre technique pouvant être reprographiée avec imprimante « Noir et Blanc » permettant à l'Assuré de repérer les modifications apportées. A défaut, la réserve, l'amendement ou toute autre modification sera réputée non écrite. Le cahier des charges original, conservé par les services de l'Assuré fera foi en cas de litige.

Dans tous les cas les pièces produites par le pouvoir adjudicateur feront foi en cas de désaccord avec celles produites par le titulaire.

Il est vivement recommandé d'utiliser le cadre de mémoire technique proposé.

Le candidat est réputé accepter les termes de la totalité des pièces du DCE de l'Université de Strasbourg listées à l'article 3 du présent document. Seuls les exemplaires originaux conservés par l'administration font foi.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

ARTICLE 5 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Les critères relatifs à la candidature sont :

Capacités professionnelles techniques et financières.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Libellé	Points
1. Prix	55
2. Valeur technique	45
- Modalité de gestion des éventuels sinistres	15
- Nature et étendue des garanties	25
- Composition de l'équipe pour la gestion des polices	5

Prix des prestations :

La solution la moins chère se voit attribuer la note maximale. Les autres offres sont notées de la manière suivante : montant de l'offre la moins chère / montant de l'offre analysée * note maximum.

Pour l'analyse comparative du lot 01 et du lot 2, le pouvoir adjudicateur prendra en compte les montants de la solution de base + la tranche optionnelle concernée.

Valeur technique :

La notation du critère 2 se fera en fonction des renseignements obtenus dans le mémoire technique.

Chaque sous-critère sera noté sur 1 comme suit :

1/1: proposition très satisfaisante, standard élevé, correctement renseigné
0,75/1: proposition satisfaisante
0,5/1: proposition correcte, présence de quelques observations spécifiques
0,25/1: proposition passable, renseignements généraux non spécifiques à l'opération
0/1: absence d'information ou hors sujet

Cette note sur un sera ensuite ramenée à la note de chaque sous-critère.

-Le sous critère « nature et étendue des garanties »

Il est rappelé que des réserves trop importantes au regard du cahier des charges pourront entraîner le rejet de l'offre.

Le candidat n'ayant formulé aucune réserve, se verra attribuer la note maximale de 25 points au titre du sous critère « nature et étendue des garanties ».

La note finale obtenue pour la valeur technique sera repondérée dans le classement final. Ainsi l'entreprise qui a obtenu la meilleure note en valeur technique obtiendra la note maximale sur le critère de valeur technique.

Les autres offres sont notées de la manière suivante : note de l'offre analysée x note maximum / note de la meilleure offre.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R.2143-5 à R.2143-12 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

ARTICLE 6 – Modalité de remise des offres

6.1 Dématérialisation des marchés publics

Dans le cadre de la réforme des marchés publics et à compter du 1er octobre 2018, l'ensemble des procédures de passation des marchés publics seront obligatoirement dématérialisées c'est-à-dire conclues par voie électronique via la plateforme des achats de l'Etat PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les plis des candidats devront être transmis électroniquement dans les conditions prévues à l'article 6.2 du présent règlement de consultation. Tout envoi de plis par voie papier est irrégulier. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de régulariser ou non ces offres en vertu des articles R.2152-1 et R2152-2 du code de la Commande publique.

Les candidats pourront transmettre une copie de sauvegarde de leur candidature et de leur offre dans les conditions prévues à l'article 6.3 du présent règlement de consultation.

L'ensemble des échanges entre les entreprises et l'Université de Strasbourg se fera via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) :

- Mise en ligne des documents de la consultation ;
- Echange questions/réponses ;
- Information des candidats non retenus ;
- Demande de complément de candidature ;
- Demande documents administratifs dans le cadre du formulaire NOTI1 ;
- Envoie des documents de la notification à l'attributaire.

6.2 Envoi dématérialisé

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis. Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Seule une copie de sauvegarde des plis pourra être transmise sur un support physique électronique, dans les conditions prévues à l'article 6.3 du présent règlement de consultation.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plate-forme « PLACE » :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'Etat, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat/soumissionnaire.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation tes, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de PLACE :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions
- Outils informatiques.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au maître d'ouvrage.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Avertissement :

Seuls les certificats de signature conformes au Référentiel général de sécurité (RGS) seront autorisés (niveaux ** et *** RGS).

Le certificat de signature utilisé doit être référencé sur la liste disponible à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Horodatage :

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

6.3 Transmission d'une copie de sauvegarde

Les candidats peuvent transmettre dans les délais impartis pour la remise des plis, sous pli scellé, et en complément d'un pli dématérialisé, une copie de sauvegarde de leur candidature et de leur offre.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles et respecter les conditions suivantes :

- Un fichier comportant les pièces de la candidature ;
- Un fichier distinct comportant les pièces de l'offre.

Les candidats transmettent la copie de sauvegarde de leur candidature et offre sous pli cacheté sur lequel apparaissent clairement :

- la **dénomination et les coordonnées de la société candidate**
- ainsi que la mention :

Copie de sauvegarde pour l'offre :

**Université de Strasbourg
MARCHE PUBLIC DE SERVICES D'ASSURANCE
DOMMAGES-OUVRAGES ET
CONTRAT COLLECTIF DE RESPONSABILITE DECENNALE
LOT :**

Les copie de sauvegarde sont :

- **Transmises par voie postale, en courrier recommandé avec accusé de réception ou par tout autre moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception.**

Elles sont adressées à :

**Université de Strasbourg
Direction du Patrimoine Immobilier
Département Contrats Immobiliers
18, rue Goethe
CS 90032
67081 STRASBOURG cedex**

et devront être **réceptionnées** au plus tard aux date et heure limites fixées pour la réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

OU

- **déposées, contre récépissé, à la même adresse (Direction du Patrimoine Immobilier – Secrétariat – Rez de chaussée), du lundi au vendredi (sauf jours fériés) le matin de 9h à 12h et l'après-midi de 14h à 16h.**

Les offres transmises par télécopie ou par courriel ne sont pas acceptées.

IMPORTANT : Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. De ce fait, si un des candidats auxquels le pouvoir adjudicateur envisage de notifier le marché a transmis son offre par voie électronique, il devra transmettre un exemplaire papier de son offre dans un délai maximum de 10 jours ouvrés suite à la demande de l'administration formulée par télécopie ou courriel.

ARTICLE 7– MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, les sommes dues au titulaire étant payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

ARTICLE 8 - ASSURANCES ET FRAIS DE TRANSPORT

Les candidats font leur affaire de l'assurance des documents remis, pendant leur envoi et leur mise à disposition à l'organisateur de la consultation.

Les documents constituant les offres seront acheminés sous la seule responsabilité des concurrents qui supporteront les frais de transport et d'assurance.

ARTICLE 9 - CONFIDENTIALITE

Les candidats sont tenus à une stricte confidentialité pour tout ce qui concerne les fichiers d'études, documents qui leur ont été communiqués pour leur permettre d'établir leurs propositions et dont la divulgation serait préjudiciable.

Ils s'obligent donc à s'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers.

Les obligations du présent article s'appliquent aux sous-traitants dont les candidats souhaiteraient s'assurer le concours ; les candidats s'engagent à leur en communiquer la teneur.

En cas de violation par le candidat ou un sous-traitant des obligations mentionnées au présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le candidat s'expose à voir son offre rejetée.

ARTICLE 10 - DIFFÉRENDS

En cas de litige, seul le tribunal administratif de Strasbourg est compétent.

ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

11.1- Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leurs études, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres (19/01/2021)**, une demande via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) sur la page de la consultation :

<https://www.marche-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée, via la plateforme PLACE, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier, **7 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres (22/01/2021)**.

11.2 Visite de site

Il n'est pas prévu de visite de site.